

Israéliens et Palestiniens entrent dans le vif du sujet

Actualité Mondiale

Posté par: Visiteur

Publié le : 14-01-2008 23:40:50

Israéliens et Palestiniens ont entamé lundi des négociations de fond, semées d'embûches, en vue d'un règlement de paix que George W. Bush espère arracher avant la fin de sa présidence, en janvier 2009.

La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et le chef de l'équipe des négociateurs palestiniens, Ahmad Qoreï, ont commencé en fin de matinée à Jérusalem les négociations sur "un règlement permanent" du conflit.

Ces questions sur lesquelles ont buté toutes les négociations précédentes portent sur le tracé des frontières d'un futur Etat de Palestine, le démantèlement de colonies de peuplement, le statut de Jérusalem et le sort des réfugiés palestiniens de 1948.

Or sur tous ces dossiers, qui avaient déjà été au coeur du sommet avorté de Camp David en juillet 2000, l'écart entre les positions des deux parties reste considérable.

De plus, le gouvernement israélien qui s'est montré incapable de démanteler des colonies sauvages construites sans même son feu vert, est affaibli par les menaces de scission de son aile droite s'il cède notamment sur Jérusalem.

Côté palestinien, l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas a perdu le contrôle de la bande de Gaza au profit du mouvement islamiste du Hamas, qui ne se considère pas lié par tout accord de paix qui serait conclu avec Israël.

"La rencontre Qoreï-Livni est vouée à l'échec en raison de la poursuite des crimes sionistes contre notre peuple", a affirmé dans un communiqué le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri.

"Nous espérons parvenir à un accord avant la fin de l'année", a toutefois déclaré à l'AFP, Mark Regev, le porte-parole du Premier ministre israélien Ehud Olmert.

Avant la rencontre, Mme Livni a insisté pour que les négociations se déroulent de façon discrète.

"L'expérience du passé nous a enseigné que, lorsque les négociations sont sous les feux des projecteurs, cela pousse à des positions extrémistes" a-t-elle déclaré dans un communiqué.

Le président Abbas a pour sa part réaffirmé publiquement dimanche que les Palestiniens ne "pouvaient négocier alors que la colonisation se poursuit".

La rencontre Livni-Qoreï fait suite à la visite du président américain George W. Bush en Israël et en Cisjordanie la semaine dernière, au cours de laquelle, M. Bush a fixé pour objectif, avant la fin de son mandat en janvier 2009, un accord menant à la création à terme d'un Etat de Palestine qui

coexisterait en paix avec l'Etat d'Israël.

Les Palestiniens réclament un retrait israélien de Cisjordanie sur les lignes d'armistice d'avant la guerre de 1967, n'acceptant que des "modifications frontalières" minimales dans le cadre d'échanges territoriaux.

Israël exclut en revanche un retour aux frontières d'avant 1967. Il entend aussi annexer les blocs de colonies de Cisjordanie, où vivent la grande majorité des 270.000 colons, installés dans ce territoire.

Les divergences sont encore plus nettes sur Jérusalem, à cause de la dimension religieuse du conflit. Elles portent essentiellement sur la Veille Ville où sont concentrés les lieux saints du judaïsme et de l'islam.

Israël, qui a conquis en 1967 la partie orientale (arabe) de Jérusalem et l'a annexée, considère la ville comme sa capitale "indivisible". M. Olmert a seulement laissé entendre qu'Israël pourrait céder aux Palestiniens certains quartiers arabes périphériques de Jérusalem-est.

L'Autorité palestinienne veut faire de Jérusalem-est la capitale de la Palestine.

Le désaccord est non moins profond sur la questions des réfugiés. Les Palestiniens réclament d'Israël l'acceptation d'un "droit de retour" des réfugiés qui sont plus de 4 millions avec leurs descendants.

Israël s'y est toujours opposé arguant que l'application de ce droit mettrait en danger le caractère juif de l'Etat. Israël accepte l'installation de ces réfugiés dans le futur Etat palestinien et le principe d'une indemnisation.

AFP